

Je compte bien voir se dessiner une collaboration plus étroite avec les États-Unis qui nous permettra de résoudre les problèmes qui se sont posés ces dernières années. Je crois qu'il y a lieu de s'inquiéter de certains indices qui se manifestent aux États-Unis; par exemple, le Congrès est saisi de plus de 60 projets de loi visant à restreindre la liberté des Canadiens de faire des affaires aux États-Unis. Cette situation est grave, mais compte tenu de la nomination du fonctionnaire dont je viens de parler et des efforts renouvelés de notre gouvernement, sous la direction de notre dynamique et cordial ministre d'État au Commerce international (M. Regan), je crois que nous serons en mesure de résoudre ces problèmes de manière encore plus salubre que par le passé, ce qui nous permettra d'atteindre l'objectif dont j'ai parlé, à savoir porter notre part du commerce mondial de 3.6 p. 100 à 4.6 p. 100.

• (1610)

Quelles sont les critiques que l'opposition a formulées à notre endroit? Le député de Fundy-Royal (M. Corbett) a prononcé un discours passionné dans lequel il dénonçait les dépenses exagérées du gouvernement. Il veut que nous réduisions les impôts. Je suppose qu'aucun d'entre nous ne sera jamais satisfait du niveau d'imposition au Canada. Mais si l'on compare ses déclarations à celles d'autres députés de l'opposition, on constate certaines divergences. Par exemple, le critique financier de l'opposition voudrait que nous relançons la consommation à même l'argent provenant de l'accélération de la baisse du déficit, c'est-à-dire l'argent économisé grâce au fait que la conjoncture économique est plus favorable que ne l'avait prévu le ministre des Finances (M. Lalonde) dans son budget d'avril. Je sollicite votre indulgence, monsieur le Président. Pourriez-vous me dire combien de temps il me reste?

Le président suppléant (M. Corbin): Je regrette d'avoir à dire au député que son temps de parole est écoulé. Il pourrait cependant poursuivre avec le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

M. Peterson: C'est peut-être à la fois une bonne et une mauvaise chose. Mais c'est avec beaucoup de plaisir que je pourrais, monsieur le Président. Il importe de faire comprendre aux Canadiens que nous sommes tous en faveur d'une réduction des impôts et des déficits gouvernementaux, mais que même les députés de l'opposition n'ont pas de solution toute faite pour y arriver. Leur porte-parole en matière financière a déclaré qu'une fois au pouvoir ils utiliseraient ces fonds supplémentaires pour stimuler les dépenses de consommation. Le chef de l'opposition (M. Mulroney) s'est préoccupé de l'importance du déficit. Comment peut-on réduire le déficit si l'on diminue les impôts? Nous souhaitons tous que les affaires prospèrent. L'une des choses les plus utiles que nous puissions faire c'est de favoriser les mesures qui contribueront à donner de l'expansion à notre économie. Et la meilleure façon de procéder à mon avis, c'est d'aider nos producteurs dont l'activité est axée sur l'exportation. Ce sont ceux-là qui ont démontré à l'échelle mondiale qu'ils pouvaient soutenir la concurrence, qu'ils pouvaient répondre aux exigences de la productivité. Quelle meilleure façon de le faire que d'accroître les fonds et les ressources à la disposition d'une institution qui a eu des

succès notoires, à savoir la Société pour l'expansion des exportations?

Les députés de l'opposition ont parfois fait remarquer que la SEE ne leur semblait pas suffisamment responsable de ses dépenses envers le Parlement.

M. Blenkarn: Vous avez bien compris.

M. Peterson: L'opposition doit tenir compte des faits. C'est après tout un gouvernement conservateur qui a instauré le système en vertu duquel le budget d'investissement de la SEE et ses niveaux de référence sont approuvés au moyen d'un processus ministériel élaboré. C'est une mesure conservatrice que suit la SEE.

Deuxièmement, nous savons que les prévisions budgétaires de la SEE sont étudiées par le comité. Ses déficits doivent être épongés par des crédits supplémentaires, et tout cela est examiné par le comité. C'est alors que les députés ont l'occasion d'examiner à fond les dépenses de la SEE. De plus, le bureau du vérificateur général constitue un mécanisme très efficace pour juger de la qualité des programmes du gouvernement. Nous avons un comité de vérification qui est comptable au vérificateur général. Enfin, le ministre des Finances, représenté par le ministre, doit répondre des activités de la SEE en vertu de diverses dispositions, car le ministre des Finances doit autoriser tout nouvel emprunt ou tout appel à la souscription publique de la SEE.

Les programmes de la Société sont également l'objet de vérification poussées. Le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn) sait que ce genre de vérification très stricte est faite par des fonctionnaires qualifiés qui s'assurent que les fonds sont dépensés avec discernement.

La SEE doit rendre des comptes aux députés de nombreuses façons. Maintenant que nos exportations garantissent presque notre relance économique et qu'elles sont un gage de notre expansion et de notre progrès, nous serions bien mal venus d'entraver l'action de la Société et de compromettre son franc succès, dont je suis fier, monsieur le Président.

LA MOTION D'AJOURNEMENT

[Français]

QUESTIONS À DÉBATTRE

Le président suppléant (M. Corbin): A l'ordre! En conformité de l'article 45 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, savoir: l'honorable député de Fundy-Royal (M. Corbett)—Les transports—*a*) Les mesures nécessaires pour assurer un autre service aux localités qui ne sont plus desservies par Via Rail. *b*) Les localités sans service; l'honorable député d'Athabasca (M. Shields)—L'énergie—*a*) Les encouragements aux projets d'exploitation des sables bitumineux. *b*) L'offre du gouvernement; l'honorable député de Burnaby (M. Robinson)—Les marques de commerce et les brevets—*a*) Les modifications envisagées en ce qui concerne les permis de fabriquer des produits pharmaceutiques. *b*) L'ancien ministre à l'emploi du ministère.